

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 27 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26 février 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOC ETUDES EQUIP MODERNISATION INDUSTRIE - SEEMI**

20 RUE DE L'ANGOUMOIS  
PARC D'ACTIVITE EURATLANTIC  
16730 Fleac

Références : 2026\_277\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0100308915

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement SEEMI implanté 20 rue de l'Angoumois – Parc d'activité Euratlantic 16730 Fléac. L'inspection a été annoncée le 23/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à l'incendie survenu sur le site de La Couronne le vendredi 20 février 2026. Lors des échanges avec l'exploitant, il a été indiqué que l'entreprise possède également un site sur la commune de Fléac, jusqu'alors inconnu de l'inspection, et disposant d'installations relevant de rubriques ICPE proches du régime de l'enregistrement (pour ce qui concerne l'application de peinture 2940 et de dégraissage de pièces 2565).

Dans ce contexte, l'inspection a cherché à vérifier l'état des installations et leur conformité aux rubriques ICPE. Cette intervention a été réalisée en parallèle d'une action régionale portant sur les produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOC ETUDES EQUIP MODERNISATION INDUSTRIE - SEEMI
- 20 rue de l'Angoumois – Parc d'activité Euratlantic 16730 Fléac
- Code AIOT : 0100308915
- Régime : Déclaration avec contrôle

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise est spécialisée dans l'étude, la conception, la fabrication et la commercialisation de systèmes de manutention et de palettisation (de type convoyeurs...) destinés aux industries de cartonnerie. Elle compte une clientèle internationale et exporte ses solutions dans de nombreux pays.

L'entreprise est structurée autour de deux unités situées en Charente, à La Couronne et à Fléac. Forte de plus de 60 ans d'existence, elle s'est imposée comme un acteur majeur du secteur et figure parmi les cinq plus grandes entreprises mondiales concurrentes dans son domaine.

L'établissement emploie près de 80 personnes en général mais au vu de la baisse d'activité depuis quelques mois, l'effectif a été réduit à une cinquantaine de personnes temporairement (chômage partiel).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.111.9	Demande d'action corrective	2 mois
2	Contrôles périodiques	Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
3	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 4.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site a permis de constater que, bien que les installations soient récentes et fonctionnelles, certaines lacunes importantes persistent. Le volume du bain de dégraissage correspondant à la rubrique ICPE 2565 est conforme au volume déclaré, tandis qu'aucune preuve n'a été fournie pour la rubrique 2940-2.b pour justifier du niveau d'activité sous les 100 kg/j, l'exploitant n'ayant pas présenté d'état des stocks actualisé ni de documents de suivi des produits. Par ailleurs, aucun contrôle périodique spécifique aux rubriques ICPE concernées n'a été réalisé, ce qui empêche de vérifier le respect des prescriptions réglementaires. La gestion des déchets est organisée de manière à éviter tout mélange incompatible et les dispositifs de sécurité incendie, tels que la réserve d'eau, les extincteurs et la voie périphérique dédiée aux engins du SDIS, permettent d'assurer l'intervention des secours en cas d'incident. Malgré ces mesures, l'absence de traçabilité et de contrôles réglementaires constitue des risques pour la sécurité et la conformité du site.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.111.9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régime de déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b>  Point de situation des installations du site SEEMI situé à Fléac, les activités suivantes sont potentiellement concernées par les rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE selon le récépissé de déclaration du 3 juillet 2021 transmis au service de l'état : <ul style="list-style-type: none"><li>- rubrique 2560-2 : ateliers de travail mécanique des métaux - puissance 420 kW - DC</li><li>- rubrique 2565-2.b : traitement de surface - volume de bain 1490L - DC</li><li>- rubrique 2940-2.b : Application peinture / trempé - 80 kg/jour - DC</li><li>- rubrique 2940-3.b : Application peinture / poudre - 95 kg/jour - DC</li><li>- rubrique 2910-A.2 : Installations de combustion - puissance 1,2MW - DC</li><li>- rubrique 4725-2 : Oxygène (nurémo CAS 7782-44-7) - 12 tonnes -D</li></ul>
<b>Constats :</b>  Au regard du récépissé de déclaration, deux rubriques ICPE apparaissent très proches du régime de l'enregistrement, à savoir les rubriques 2565 et 2940-2.b. Lors de l'inspection, il a pu être constaté que le volume du bain de dégraissage relevant de la rubrique ICPE 2565 correspond au volume déclaré, soit 1 490 L pour une capacité de cuve de 1 500 L (cette capacité nominale est affichée sur le réservoir). En revanche, s'agissant de la rubrique 2940-2.b, aucun élément probant n'a pu être présenté afin d'attester du volume déclaré en termes d'activité afin de démontrer que l'application de peintures, aux pics d'activités, les plus importants, ne peut excéder 100 kg/j. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'état des stocks à jour ni les documents de suivi des entrées et sorties des produits concernés (bons de livraison, factures, registres de consommation, inventaires périodiques). Cette absence de traçabilité ne permet pas de vérifier les quantités réellement détenues sur le site ni de s'assurer du respect des seuils applicables au titre de la nomenclature ICPE. L'état des stocks a cependant été demandé dans le cadre de l'action nationales OCP Produits Chimiques 2026 (voir rapport correspondant)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il convient à l'exploitant mettre en place et de tenir à jour un registre de suivi des stocks sur place, permettant de justifier en permanence des volumes présents, et qu'il soit en mesure de présenter ces éléments lors de tout contrôle de l'inspection des installations classées.  L'exploitant transmet les justificatifs permettant d'attester de la consistance des activités ICPE du site et plus particulièrement, i justifie qu'au plus, les niveaux d'application de peintures sur site ne peuvent excéder 95 kg/j (en simultanée des applications de peintures liquides et en poudre).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Contrôles périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôles périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'État en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.  Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent article. Il fixe notamment la périodicité, les modalités de fonctionnement du système de contrôle et, en particulier, les conditions d'agrément des organismes contrôleurs et les conditions dans lesquelles les résultats sont tenus à la disposition de l'administration ou, lorsque certaines non-conformités sont détectées, transmis à l'autorité administrative compétente.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué avoir mis en service le site en 2024. L'inspection des installations classées a souhaité consulter les rapports de contrôles périodiques relatifs aux rubriques ICPE soumises à contrôle et devant être réalisés dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. L'exploitant a précisé qu'il fait procéder à des contrôles périodiques des installations électriques et des équipements de sécurité incendie. Toutefois, aucun contrôle périodique réglementaire spécifique aux rubriques ICPE concernées (2565, 2940...) n'a été réalisé à ce jour. En l'absence de rapports établis par un organisme agréé, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des prescriptions applicables aux installations relevant du régime de la déclaration avec contrôle périodique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est rappelé que ces contrôles doivent être réalisés dans les délais réglementaires à compter de la mise en service, puis renouvelés selon la périodicité applicable. L'exploitant devra procéder dans les meilleurs délais à la réalisation des contrôles requis pour les rubriques ICPE concernées et les transmettre à l'Inspection des installations classées.  Le cas échéant, un plan d'actions de résorption des non-conformité qui viendraient à être observées devra être transmis à l'inspection et présenté à l'organisme de contrôle ayant réalisé le contrôle initial.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N° 3 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs). La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.
<b>Constats :</b>  Les déchets sont gérés à l'extérieur du bâtiment, dans des bennes dédiées et identifiées pour chaque type de déchets.  Chaque flux (déchets métalliques, déchets banals, déchets dangereux le cas échéant, etc.) est ainsi collecté séparément afin d'éviter tout mélange incompatible et de faciliter leur prise en charge par les filières adaptées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra être transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs d'évacuation des déchets (bordereaux de suivi des déchets dangereux le cas échéant, factures ou bons d'enlèvement) permettant d'assurer la traçabilité et la conformité réglementaire de leur gestion.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :  - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes..., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;  [...]  Ces dispositifs doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'une réserve incendie d'un volume de 120 m <sup>3</sup> ainsi que d'un poteau incendie privé implanté à moins de 200 m du bâtiment d'exploitation, permettant l'alimentation des moyens de secours en cas de sinistre. Un ensemble d'extincteurs est réparti sur l'ensemble du site. Ceux-ci sont apparus disponibles, accessibles et positionnés de manière à couvrir les différentes zones à risques identifiées. Il conviendra toutefois de veiller au maintien de leur vérification périodique et à la tenue à jour des attestations correspondantes. Enfin, une voie périphérique permet la circulation des engins des services de secours sur tout le pourtour du bâtiment, facilitant ainsi l'intervention en cas d'incendie et l'établissement des moyens hydrauliques. Ces dispositions contribuent à la maîtrise du risque incendie sur le site, sous réserve du maintien en bon état de fonctionnement des équipements et de la mise à jour régulière des contrôles et vérifications réglementaires.  Enfin lors de la visite des installations au niveau des zones dégraissage et peintures (application), des exutoires de désenfumage ont bien été constatés et les commandes manuelles associées sont bien situées proche d'issues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite